

# LOI sur l'impôt 2017

642.00.290915.2

du 29 septembre 2015

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

*décète le système d'imposition suivant pour la période fiscale 2017*

## Chapitre I Impôts directs cantonaux

### Art. 1

<sup>1</sup> L'Etat perçoit les impôts prévus par la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI) et ses dispositions d'application.

### Art. 2

<sup>1</sup> Le coefficient annuel est fixé à 154.5% de l'impôt de base tel qu'il est prévu aux articles 47, 49, 59, 105, 111, 118 et 126 LI. Il s'applique également à l'impôt d'après la dépense.

### Art. 3

<sup>1</sup> L'impôt à la source dû par les personnes mentionnées à l'article 139 LI est perçu aux taux suivants :

- pour des recettes journalières jusqu'à 200 francs, à 9.2%
- pour des recettes journalières de 201 à 1000 francs, à 12.6%
- pour des recettes journalières de 1001 à 3000 francs, à 15.0%
- pour des recettes journalières supérieures à 3000 francs, à 18.0%.

<sup>2</sup> Ces taux comprennent l'impôt cantonal et l'impôt communal.

### Art. 4

<sup>1</sup> L'impôt à la source dû par les personnes mentionnées aux articles 140 et 144a LI est perçu au taux de 20%.

<sup>2</sup> Ce taux comprend l'impôt cantonal et l'impôt communal.

### Art. 5

<sup>1</sup> L'impôt à la source dû par les personnes mentionnées à l'article 141 LI est perçu au taux de 17%.

<sup>2</sup> Ce taux comprend l'impôt cantonal et l'impôt communal.

### Art. 6

<sup>1</sup> L'impôt à la source dû par les personnes mentionnées aux articles 142 et 143 LI sur les pensions, retraites ou autres prestations périodiques est perçu au taux de 10%.

<sup>2</sup> L'impôt à la source dû par les personnes mentionnées aux articles 142 et 143 LI sur les prestations en capital est fixé au taux de 77% des taux prévus à l'article 47, alinéa 1 LI.

<sup>3</sup> Ces taux comprennent l'impôt cantonal et l'impôt communal.

### Art. 7

<sup>1</sup> Pour le calcul des impôts cantonaux et communaux sur le revenu et sur la fortune, le taux prévu à l'article 8, alinéa 3, dernière phrase de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom) est de 1%.

## Chapitre II Droit de mutation sur les transferts immobiliers - Impôt sur les successions et donations

### Art. 8

<sup>1</sup> Ces impôts sont perçus conformément à la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations et à l'arrêté d'application du 1er juin 2005.

### **Chapitre III      Impôt sur les chiens**

#### **Art. 9**

<sup>1</sup> Il est perçu pour chaque chien un impôt de 100 francs inscription comprise.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires de prestations complémentaires AVS/AI (y compris les prestations complémentaires pour frais de guérison) et du revenu d'insertion sont exonérés de l'impôt sur les chiens.

### **Chapitre IV      Droit de timbre - Taxe des véhicules automobiles, des cycles et des bateaux**

#### **Art. 10**

<sup>1</sup> Ces impôts sont perçus conformément aux lois spéciales qui les régissent.

### **Chapitre V      Dispositions relatives à la perception des contributions**

#### **Art. 11**

<sup>1</sup> Le terme général d'échéance selon les articles 218, alinéa 1 et 221, alinéa 1 LI est fixé au 1er décembre 2017.

<sup>2</sup> Le terme général d'échéance selon l'article 218, alinéa 2, première phrase LI est fixé au 31 mars 2018.

<sup>3</sup> Le terme général d'échéance selon l'article 221, alinéa 2 LI est fixé six mois après la fin de la période fiscale.

#### **Art. 12**

<sup>1</sup> A défaut de prescription de lois spéciales, l'intérêt de retard perçu sur les contributions impayées est fixé au taux de 4% l'an.

<sup>2</sup> L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution.

#### **Art. 13**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat détermine l'échéance, le mode et les conditions de perception des contributions à défaut de prescriptions de lois spéciales.

### **Chapitre VI      Dispositions finales**

#### **Art. 14**

<sup>1</sup> La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2017.

#### **Art. 15**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et la mettra en vigueur, par voie d'arrêté, conformément à l'article 14 ci-dessus.

Entrée en vigueur : 01.01.2017